



# La Commune

Paraît le  
Mardi  
Jeudi  
Samedi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Invité par M. Thorez " Kérillis " parle...

## LES COMPÈRES

**L**ES ouvriers révolutionnaires de la région parisienne connaissent fort bien Messieurs Kérillis et Reynaud. Ils se souviennent que ces deux républicains nationaux furent dans le passé les candidats nationaux, « contre Moscou », à une époque où l'élection du 2<sup>e</sup> secteur de la Seine avait une grande portée politique. Contre Messieurs Kérillis et Reynaud, les candidats de la classe ouvrière étaient Duclos et Fournier. Malgré une accumulation de moyens de propagande — Kérillis comme Reynaud furent et restent des « favoris » du Comité des Forges — le communisme les battit.

\*\*\*

Bien des choses ont changé depuis ? Non point, ces messieurs n'ont pas changé ; si Reynaud accepte en principe un portefeuille avec M. Thorez, c'est parce que Thorez ne représente plus le bolchevisme, mais est le mandataire de l'alliance franco-russe chère à l'aile du Comité des Forges dont Messieurs Reynaud-Kérillis sont les mandataires. Le ministère « de Thorez à Reynaud » est devenu, par le coup de sonde de Blum, la formule d'Union sacrée ; ceux qui partageaient les subsides patronaux avec le C.S.A.R. considèrent que Thorez peut, avec moins de bruit que le C.S.A.R., briser la volonté de lutte des ouvriers.

Pour sauver les véritables chefs du C.S.A.R., — personnages importants de l'industrie lourde, de la finance et de l'armée, — on désavoue quelques comparses, on obtient ainsi la libération de Duseigneur, on proteste de son patriotisme, pour assassiner les ouvriers. Kérillis ne voulait que des armes françaises ! Depuis Thiers, on sait ce que cela veut dire.

\*\*\*

Nous retrouvons donc Kérillis-Reynaud-Duclos-Thorez, mais les dessins fameux sur « le couteau entre les dents », les « bras d'enfants coupés par les Boches », tout ce bourrage de crâne belliciste, ces messieurs se divi-

sent maintenant le travail pour le faire ! Monsieur de Kérillis, ennemi acharné de la Révolution russe, est devenu le partisan de l'alliance militaire avec la bureaucratie stalinienne et celle-ci doit savoir le prix de ses éloges.

Pour Staline, Messieurs de Kérillis et Reynaud poussent la complaisance jusqu'à lui offrir des documents contre les trotskistes ; cela, dans une petite comédie : « Je sais beaucoup de choses », écrit M. de Kérillis. — « Parlez, Monsieur de Kérillis », répond l'« Humanité ». — « Si je parle, vous serez fort embarrassés, rétorque M. de Kérillis, mais puisque vous y tenez, voilà :

« L'Humanité est-elle sûre qu'une enquête approfondie n'établirait pas que les complices en question ont été communistes et que le Parti Communiste a été, sans qu'il s'en doute, le meilleur auxiliaire de l'armement des « cagouleurs » ?

— Il y aurait eu deux parties prenantes dans cette opération (deux parties prenantes qui, notons-le bien, dépendent l'une et l'autre des mêmes « fournisseurs » étrangers) : d'une part, les trotskistes, d'autre part, le C.S.A.R.

Ainsi, Monsieur de Kérillis passe auprès des douairières qui l'appointent pour mettre en embarrass Thorez. Voyez cela ! M. de Kérillis ignore la lutte de Staline contre les trotskistes, les procès de Moscou. Il fait la part bonne à Thorez et touchera des deux côtés ! Le « trotskisme » représentant les idées fondamentales du bolchevisme, M. de Kérillis fera donner contre lui tous ses anciens slogans...

Ainsi, cet épateur espère faire glisser la lutte contre le C.S.A.R. sur le plan d'une lutte contre les « véritables agents de l'Allemagne : les trotskistes... » ! Ce ne serait pas mal joué, d'autant mieux que le C.S.A.R. et le Guépéou ont pu s'assurer ça et là de quelques agents stylés.

Mais la diversion est de taille ! L'« Humanité » se dégage facilement des trotskistes et prie Monsieur de Kérillis de préciser. L'« Humanité » entend par là nous confondre. Nullement :

DES FAITS ! DES NOMS !

Par ton appui  
" La Commune " peut paraître chaque jour



Dans les usines, les chantiers, les casernes, les champs, des millions d'exploités sont brassés par la lutte de classes, la politique des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales suscite leur

défiance croissante. Admettre la trahison, ils ne veulent pas encore — pour une grand epart — le faire, la déception accompagne trop souvent la conscience d'être trahi, mais la lutte de classe continue, elle ramènera les combattants à leur poste, plus conscients que leur sort est en leurs propres mains.

Notre tâche consiste à participer aux luttes, à soumettre notre opinion à nos frères de classe, à leur permettre de faire le choix de leurs moyens de libération, de leur programme, et ainsi, peu à peu, à bâtir le Parti.

C'est pourquoi la Commune s'oriente vers une parution quotidienne à travers une expérience d'un mois de parution tri-hebdomadaire, sous les formes adaptées à nos forces. En resserrant nos liens d'organisation avec nos nombreux sympathisants, la Commune de tous les deux jours doit devenir la Commune quotidienne d'un format plus grand.

Cela dépend de nos militants, de nos amis, il faut diffuser régulièrement et largement le journal, dans les entreprises, dans les maisons, dans les bourgs, dans les casernes.

Notre revue La Vérité complètera, chaque mois, les insuffisances théorique d'un journal de vulgarisation qui ne cessera d'être pour nous le propagandiste, l'éducateur, l'organisateur.

Nous ferons cet effort un mois ; à la fin de cette période notre organisation fera le bilan, un pas décisif aura été fait vers le quotidien ou bien nous reviendrons à la parution hebdomadaire sous la forme de nos numéros antérieurs qui étaient aimés de milliers de lecteurs.

LA COMMUNE est en vente aux mêmes endroits, chaque deux jours, qu'elle l'était chaque semaine. Vérifiez sa mise en montre et sa diffusion dans les kiosques.

Les groupes la trouveront à 19 heures au siège chaque lundi, chaque mercredi, et chaque vendredi. Les abonnés recevront tous les deux jours leur journal.

Autour de toi, dans chaque boîte, diffuse-le. Fais-le passer dans les restaurants ouvriers !

Hitler et la Reichswehr

**U**ON BLOMBERG, ministre de la Guerre « démissionné », Von Fritsch, chef d'Etat-Major à moitié arrêté, des généraux, des colonels cassés par dizaines, un sérieux remaniement ministériel et diplomatique, un « conseil privé » du Führer institué où entrent trois membres de la Reichswehr, etc... Que signifie ce chambardement ? En fait, Hitler et son Parti se sont inquiétés de la coalition qui se tramait entre une aile de la grande bourgeoisie (trusts de la Ruhr, hobereaux fonciers) et une partie des chefs de la Reichswehr. Certains des conjurés souhaitaient une modification de la politique extérieure (abandon de Mussolini), d'autres un retour à plus de libéralisme économique, tous enfin se plaignaient de la bureaucratie nazi ; quant aux magnats du fer, ils ne pouvaient pardonner à Goering d'avoir rogné une partie des bénéfices qu'ils escomptaient pouvoir, comme dans les pays « démocratiques », empocher à la suite du réarmement.

Il est à peu près certain que les mécontents n'étaient pas sans appui du côté du capitalisme anglais et de ses serviteurs, Flandin et Cie. Bref, il y avait même, paraît-il, tout un complot que la Gestapo fit avorter.

Et, maintenant, que va-t-il se passer ? L'Etat allemand étendra encore plus son emprise sur l'économie, le surarmement s'intensifiera, l'armée augmentera, la Reichswehr participera par trois de ses membres au « conseil privé » du Führer mais devra renoncer à toute politique indépendante. Au point de vue diplomatique, l'audace l'emportera sur la pondération. Il faut attendre pour savoir cependant si la révolution de palais qui vient de se produire apportera des modifications profondes à la politique extérieure du Reich.

Une remarque : le peuple n'a pas bougé ni réagi ; la politique nationaliste et patriote de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales ne facilite évidemment pas la tâche si ardue des minorités révolutionnaires éparses qui cherchent héroïquement, en Allemagne, à réveiller le sens de classe et l'esprit internationaliste des masses désillusionnées et trompées.

LA MAJORITE DE PIVERT

Les bureaucrates se sont rués ! « Marceau ne devait pas passer », aussi avec les habituelles manœuvres, le vote massif des municipalités, etc., la liste de la Gauche révolutionnaire de la Fédération de la Seine, arrive en tête mais n'est pas majoritaire ; le bloc Zyromsky-Paul Faure s'oppose à elle — ce qui est le cas sur la question de la défense nationale.

Nous le regrettons et nous devons dire pourquoi, de la sorte Marceau Pivert pourra s'esquiver : « je n'ai pas la majorité », pour faire ses habituelles pirouettes, qu'il n'aurait pas manqué de faire autrement d'ailleurs, mais en se démasquant mieux.

AIX-EN-PROVENCE

La lutte contre les trotskystes a suivi l'action de notre jeune groupe, une grande assemblée d'information des J.C. d'Aix a fait — unilatéralement, bien sûr — le procès des trotskystes. Chevalier, qui faisait le réquisitoire, a dû démontrer la nécessité d'utiliser « la police républicaine » contre les trotskystes ! Puis, après l'assemblée, on a commencé à exclure !

Jeunes communistes d'Aix restez Jeunes communistes en bâtissant la J.C.I.

AU CONGRÈS  
DES FONCTIONNAIRES

La peur de la révolution

Congrès des fonctionnaires. Le mécontentement n'était pas minime : traitements insuffisants, inexistance des 40 heures, perspectives encore plus sombres.

Le secrétaire, Charles Laurent, est un haut fonctionnaire. Il parle comme un directeur de service :

« Avez-vous réfléchi à ce que serait une grève des agents des services publics dans toute la France ? N'apercevez-vous pas que ce serait la révolution ?... Croyez-vous que pour une question d'une vingtaine de francs d'indemnité mensuelle nous pouvions agir autrement que nous l'avons fait ? »

M. Charles Laurent ignore ce qu'est la sous-alimentation.

Jouhaux aussi, qui viendra ensuite préparer les petits fonctionnaires à l'Union sacrée :

« Notre pays... doit défendre dans l'unité de tous les Français la paix contre les bellicistes... Il s'agit de ramener la confiance dans le régime et les idées démocratiques et faire que la classe ouvrière comprenne qu'on est entré dans une ère de justice sociale. A ce prix, l'unité française sera reconstituée dans la justice, dans l'égalité et dans la paix... »

En dehors des grandes phrases creuses, comme moyen pour y parvenir, on ne nous offre que le « statut moderne du travail ». La justice, l'égalité et la paix, dans les projets, brillent par leur absence. C'est la militarisation des ouvriers qu'on prépare. Ceux-ci, en dépit des Jouhaux, des Frachon et autres Croizat ou Charles Laurent, ne s'inclineront pas.

Une révolution pour une indemnité mensuelle de vingt francs ? C'est pour refuser une telle somme que la C.G.P.F. a armé le C.S.A.R. Pour les exploités, elle vaut la peine d'abattre le régime !

Puteaux

La grève Taillet

Elle dure depuis des semaines. Si cette grande maison d'habillement résiste à ses exploités, au nombre d'une centaine, c'est parce qu'elle a le soutien de la C.G.P.F. Mais aussi c'est parce que le syndicat ouvrier est loin de faire tout son devoir. C'est le secrétaire du Syndicat de la Confection pour dames, Vallet, qui a reçu la responsabilité de la direction de la grève. Le mercredi 2 février, les grévistes l'attendaient pour une réunion. A plusieurs appels téléphoniques, on répondit qu'il était en route pour Puteaux. Les grévistes l'attendirent en vain.

Pourrait-il rendre compte de son mandat le 2 février ?

**U**N navire de commerce, l'« Alcira », coulé par des hydravions. L'attaque contre un autre bâtiment, le « Thorpeness ». Le torpillage de l'« Endymion ». Ces faits ont obligé Londres à abandonner la « patiente réserve », qui préside à son armement intensif. L'origine des agressions a été à peine dissimulée et les premières phases de l'enquête révèlent sans aucun doute possible les attaques franquistes.

Le gouvernement anglais a spécifié à Franco qu'il entendait, en gardant ses positions dans la Méditerranée, défendre la route vers ses colonies dont le capitalisme anglais tire ses principales ressources. Les formes de représailles peuvent être variées : saisies de bâtiments, blocus naval.

Il serait nécessaire pourtant de savoir pourquoi ces agressions ont été commises. Provocation de Franco et de ses alliés ? ou représailles contre l'Angleterre qui avait déjà envoyé du matériel aux gouvernements sur le front de Teruel ? Aidant Franco d'une main, Négrin de l'autre, les impérialistes français et anglais ne veulent à aucun prix d'une victoire républicaine qui poserait la question de régime.

Le « Temps » du 9 février 1938 souligne d'ail-

LE COIN DU

Statut moderne ? — Ce ne sont ni les députés mobiles (40 % d'augmentation), ni les dirigeants syndicaux, par usine, par chantier. Travailleurs, les bolcheviks-léninistes vous préviennent : DROIT DE GREVE, que le « Statut » menace ! A BAS LE STATUT MODERNE DU TRAVAIL ! CONTROLE OUVRIER SUR LES BENEFICES ! CONTROLE OUVRIER SUR L'EMBAUCHE ! CONSEILS D'USINES !

St-Ouen Chez Férodo

Le numéro de janvier de « l'Avenir », organe de la cellule communiste Férodo, s'en prend à « la Commune » que « certains veulent suivre ». L'article en question contient d'abord une histoire mensongère sur la grève d'une heure, raconte ensuite qu'il n'y a rien dans notre journal contre le fascisme et les cagouleurs (il n'avait pas mis ses lunettes celui qui a écrit cela). Et, enfin, il dénonce les « gauchistes » que nous sommes comme des « agents de la police et de la bourgeoisie ».

Mais : 1°) jamais dans notre programme on n'a trouvé le mot d'ordre : la police avec nous ; 2°) jamais nous n'avons été prêts à collaborer avec Reynaud qui, à ce que nous pouvons encore comprendre en politique, est un agent de la bourgeoisie et pas un ami des travailleurs.

Le parti stalinien n'a que de méprisables calomnies pour répondre à notre politique. C'est pourquoi chez les gars de chez Férodo grandira l'influence de « la Commune » et de la IV<sup>e</sup> Internationale contre ceux qui s'apprêtent à accepter le « statut du travail ».

Dans le XII<sup>e</sup>

L'organe de la cellule stalinienne de la rue Claude-Tillier appelle à la vigilance (plus que jamais VIGILANCE !) contre les trotskystes. L'auteur de la note ne s'est pas foulé, il a repris les calomnies de « l'Humanité ». Mais, sur les faits, sur la réalité, il ne peut que se taire.

Si la vie est plus chère et si les arbitrages sont défavorables aux ouvriers, est-ce la faute aux trotskystes ?

Si les grèves se terminent mal, est-ce la faute aux trotskystes ou aux dirigeants de la C.G.T. ou du P.C. qui dirigent ces grèves ?

Si le Front populaire a trouvé comme ministres Marchandeaux, Bonnet, Sarraut et Frossard, à qui la faute ?

S'il y a des répressions, n'est-ce pas aussi la faute des communistes qui ont voté les budgets de guerre et de police ?



Lu dans la Presse

Quand la « noble Angleterre » hausse la voix

leurs que Franco n'aurait pas tellement d'avantages à se brouiller avec l'Angleterre :

Il est de l'intérêt bien entendu du général Franco « chef du Gouvernement de l'Etat espagnol », de veiller à ne pas heurter de front les puissances qui ont des positions spéciales à sauvegarder dans la Méditerranée et qui ont le devoir d'assurer l'entière protection de leurs bâtiments marchands et la sécurité pour tous dans la mer latine. On sait toute l'importance que le pouvoir nationaliste attache aux développements des relations commerciales qu'il a réussi à établir avec l'Angleterre et qui ont abouti à l'envoi d'un agent nationaliste à Londres, le duc d'Albe, et à l'envoi d'un agent britannique à Salamanque, Sir Robert Hogson.

« L'Humanité », du 8 février 1938, juge les menaces de Eden insuffisantes et demande au gouvernement français de s'opposer à l'installation de l'Allemagne et de l'Italie en Espagne. « L'Humanité » a bouche close sur la construction du socialisme en Espagne.

Sauver la paix et la sécurité française, arrêter les bombardements et les massacres, c'est de la part de la France parler clair. C'est dire

# DU PROLO

députés, qui viennent de « s'appliquer » l'échelle syndicaux, qui doivent en décider ; ce sont les

préviennent : c'est votre arme essentielle : L.E.

AVAIL !  
FICES PATRONAUX !  
HE !

## Dans le Nord

Nous donnerons dans le prochain numéro un article assez important sur la situation parmi les travailleurs des métaux qui viennent de subir les méfaits d'un « surarbitrage ».

## Arcachon

La direction régionale du P.C., soupçonnant un camarade d'Arcachon de posséder des armes, a été chez celui-ci pour y faire une perquisition. Elle n'y trouva rien, soit dit en passant.

Mais le travailleur en question et les révolutionnaires d'Arcachon doivent comprendre qu'une organisation qui tend la main aux curés et fait la police chez ses propres adhérents n'a rien de commun avec les intérêts du prolétariat.

Ils sont contre l'armement du prolétariat pour écraser le fascisme, mais ils seront disposés à l'armer pour aller se faire casser la gueule pour les exploiters.

## Le Havre

### A la "Transat"

Les marins de l'« Ile-de-France » ont donné l'exemple de la lutte, et de la victoire. Comme à chaque fois que les prolétaires ont raison, le sieur Coquin, dit « Jehan le Povre Moyne », gueule dans le « Petit Havre » du jeudi 3 février.

Pendant quatre heures, les marins de l'« Ile-de-France », sac à terre, exigèrent de partir à équipage complet : La Transat voulait se passer d'un caviste et de deux nettoyeurs. Après quatre heures de résistance et l'intervention du ministre lui-même, « Ile-de-France » partait après satisfaction.

Aussi, le Coquin de Moyne a pondu un article plein de fiel et jésuite à souhait. « Spectacle donné gratuitement aux passagers », dit-il, payant de deux colonnes d'âneries certains gueuletons fins, pris avec le directeur de l'agence du Havre.

Puis, oubliant qu'il a naguère encore trimé sur le quai, il ajoute : ... « un commandant de bateau ne peut pas se soucier du sort d'un tireur de bière... », avec un mépris qui mérite vraiment le coup de pied quelque part.

se  
le Angleterre"



posément et fermement qu'elle n'admettra pas l'installation en Espagne d'une Allemagne et d'une Italie dressant sur les Pyrénées une frontière hostile, disposant des pyrites espagnoles, campant sur les lignes de mobilisation de la France. Sauver la paix, c'est rétablir le droit ! Voilà ce que la France doit proclamer.

La défense du « droit » contre la « force »... Nous avons déjà entendu cette chanson-là... en 1914.

« Le Populaire » (8-2-38) se réjouit de l'attitude ferme du gouvernement anglais qui se résout à prendre des mesures contre les « actes de piraterie » :

« On se résout à traiter les pirates comme tels. Ils seront coulés sans pitié... Réjouissons-nous donc de ce commencement de fermeté, en souhaitant qu'il ne se limite pas au domaine de la protection en Méditerranée. »

La presse de droite, notamment « le Petit Journal », relate sans commentaires les décisions anglaises mais, dans son numéro du 7 février, ce dernier publie une information de « Burgos » tendant à rejeter sur « les rouges » la responsabilité des attaques et torpillages de navires anglais :

« Cependant et sans préjuger des résultats

Et si les marins obtiennent « un spécialiste rouleur de fûts » nous sommes certains qu'ils obtiendront, par la formation de leurs Comités de bord, par l'organisation de la grève, et de leurs milices, des spécialistes « nettoyeurs » de fascistes !

## Chez les Stal-Fascistes

Les stalinien ont tenu leur assemblée d'information de la Section du Havre, avec... 500 présents, malgré le déplacement des vedettes, sur mille cinq cents membres annoncés officiellement à la Section du Havre. Encore faut-il dire que, pour faire cinq cents, ils avaient invité « des sympathisants » et l'archiprêtre Alleaume, chanoine honoraire de Rouen et d'Arras, curé doyen de Notre-Dame, et l'abbé Boulet, « qui avaient bien voulu s'excuser ». Le conseiller général Stal-patriote Cance, qui figure au « Livre d'Or des Instituteurs normands » avec une citation à l'ordre de l'armée comme G.D.V. « énergique », qui vota au Conseil Général un vœu contre les déserteurs de 1914-18, s'efforça de faire avaler bien des couleuvres. Il oublia de dire combien de démissions pleuvent sur le bureau de la Section (même dans les P.T.T. où les stalinien étaient forts)...

Puis, vint Maurice Thorez, deux jours plus tard... pour signer son livre, tout comme Paul Valéry ou Léon Daudet, ma chère ! Alors, les enfants de Marie lui offrirent, entre deux biscuits, une poupée d'honneur, en attendant de lui offrir un sabre d'honneur, comme organisateur de la prochaine.

Notre influence grandit, notre contradiction portée dans leurs propres rangs à Harfleur le prouve.

## Marseille

Marseille, le 7 février.

Hier, deux élections dans les Bouches-du-Rhône ont été fort significatives. Tout d'abord, dans le petit canton de Saintes-Maries-de-la-Mer, où les stalinien ont mené une forte campagne en se présentant comme les « défenseurs de la Provence » et où ils escomptaient bien être plébiscités. Il s'agissait, en effet, de remplacer un conseiller général stalinien, déclaré inéligible. C'est le député stalinien d'Arles, Mouton le bien nommé — qui fut candidat. « L'Humanité » du 3 février publiait en première page un long article roman-feuilleton sur cette élection, déclarant que cette « lutte électorale a un intérêt qui dépasse largement le cadre régional ». Le rédacteur de ce filet ne savait pas certainement qu'il le disait si bien. Mouton vient de ramasser une large tape, et c'est son concurrent réactionnaire, étiqueté « socialiste indépendant » qui est élu avec une large majorité. Deux choses sont à remarquer : que les « frères » socialistes ont voté comme un seul homme contre leur « frère » stalinien ; que Saintes-Maries-de-la-Mer ont été, au dernier Congrès d'Arles, un centre de pèlerinage des « congressistes » et que même ce truc touristique n'a pas aidé les stalinien.

D'autre part, dans le 8<sup>e</sup> canton de Marseille, c'est un fasciste qui bat un S.F.I.O. ; il y a trois mois c'était un S.F.I.O. qui était élu dans le même canton... grâce aux procédés marseillais de vote, où excellent les gangsters S.F.I.O. (maître : Sabiani). Aujourd'hui les socialistes se sont dégonflés et n'ont pas osé tricher ; résultat : leur candidat battu. A remarquer que, dans l'espace de trois mois, le candidat stalinien a perdu 300 voix

de notre enquête, nous pouvons donner aussi l'assurance que si une faute fut commise contre la loi de la guerre, elle incombe aux rouges. Nos ennemis, seuls, ont intérêt à altérer la situation internationale, parce qu'eux seuls pourraient en bénéficier. »

La presse de gauche tend à présenter l'attitude anglaise comme une réponse ferme et digne des démocraties bourgeoises aux fascismes pirates des mers italiens et anglais.

« Le Jour » publie une déclaration d'un journal italien qui rétablit brutalement les faits :

« La Méditerranée, déclare le journaliste officieux (M. Gayda) est devenue aujourd'hui, outre la base de la vie nationale, la seule et unique route vers l'Empire, et c'est une fatale erreur — dont nous ne saurions dire dans quelle mesure elle est volontaire — que celle de certains Britanniques qui affectent d'en douter et qui, par ce doute, forgent de leurs mains le fantôme d'une menace italienne. »

La guerre en Espagne continue à servir de paravent aux pirates impérialistes, démocrates ou fascistes. La « route vers les colonies », voici le seul objectif de tous les requins impérialistes. L'Angleterre n'est pas des moindres.

## Profits sanglants

### L'impérialisme français au travail

Nous avons mentionné, dans un de nos derniers numéros qu'il y avait des salaires de 15 et 20 francs. C'est en Algérie qu'on les trouve. Dans l'arrêté du 23 décembre 1937, pris par le Préfet d'Oran, fixant les salaires des ouvriers agricoles du département, nous relevons, par exemple :

Manœuvres sans spécialités :

- a) sans conduite d'attelage .... 14 fr.
- b) avec conduite d'attelage .... 15 fr.
- Moissonneurs à la faucille ..... 15 fr.

On trouve même beaucoup mieux :

- Ouvriers à capacité réduite (veillards, femmes, infirmes, petits conducteurs d'attelages de charries et enfants) ..... 10 fr.

Oran, c'est un « département français » ; l'Algérie, ce n'est plus une colonie, affirment tous les professionnels du patriotisme. Si, légalement, on y emploie pour 10 francs par jour « des vieillards, des femmes, des infirmes et des enfants », alors il est facile d'imaginer le sort des ouvriers dans les « vraies » colonies.

La révolte gronde dans toute l'Afrique du Nord. Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie veulent se débarrasser du joug de l'impérialisme français. Chaque semaine, des incidents sanglants se produisent. Le Front populaire — qui a désigné le requin Sarraut, bourreau des travailleurs d'Indochine, pour mater la révolte en Afrique du Nord, allonge sans cesse son tableau de chasse.

A Metlaoui, en Tunisie, en mars 1937, les mineurs en grève furent mitraillés. Ceux qui n'y laissèrent pas leur peau viennent de passer devant le tribunal. Les mois de prison se sont accumulés et, comme pour la plupart des condamnés avaient déjà accompli leur temps en préventive, le tribunal, aux ordres des compagnies minières, a infligé à sept travailleurs cinq ans d'interdiction de séjour. Aux plus combattifs on a ainsi placé une corde autour du cou afin de les pendre à la première occasion.

Et, en Algérie, à Biskra, pendant les élections aux délégations financières, les policiers se prétendant agressés tiennent et abattent plusieurs indigènes.

\*\*

Les travailleurs des colonies reçoivent, de la part de l'impérialisme exploiteur beaucoup plus de plomb que de pain, malgré les promesses du Front populaire. « L'heure des mitrailleuses », on n'a pas encore osé la faire sonner en France, mais en Afrique du Nord, on ne s'en prive pas. Pour ne pas affaiblir la France capitaliste, les dirigeants du P.C., du P.S. et de la C.G.T. se taisent et sont complices de ces assassinats.

Les travailleurs de France doivent s'affirmer solidaires des peuples coloniaux et aider leur révolte. Sinon, c'est le fascisme qui, comme en Espagne, exploiterait le mécontentement des peuples coloniaux contre la révolution prolétarienne.

# Derrière le paravent de la paix sociale se développe l'offensive contre les salaires se prépare la guerre impérialiste

De la paix sociale  
à la guerre impérialisme

**D**U « Temps », organe du Comité des Forges, à « l'Œuvre », journal de « gauche », en passant par tout l'arc-en-ciel des pisseurs de copie au service du capital, ce n'est qu'un cri : la paix sociale peut seule nous sauver ! la paix sociale peut seule empêcher la Guerre !, etc...

Les grands partis ouvriers appuient visiblement cette campagne : « unir, unir », répète inlassablement Thorez, une main sur le cœur et l'autre tendue aux curés ; sans Reynaud près de moi, rien à faire de bon, a déclaré Blum. — Et bien, ils pourront tous s'y mettre, ils ne nous convaincront pas. Avec Marx, avec Lénine, nous répéterons : « la paix sociale » en régime capitaliste ne peut être qu'une duperie pour le prolétariat.

Le capitalisme craint  
la lutte des masses

Tant qu'il y aura des capitalistes, des banquiers, des grands propriétaires terriens et tant qu'il y aura, exploités par eux, des ouvriers, des petits commerçants, des paysans sans terre suffisantes, il ne pourra y avoir de paix sociale ! Vous voulez la « paix sociale », messieurs les bourgeois ? Alors, abandonnez les usines à ceux qui les font tourner, répartissez les terres, laissez les banques à la gestion collective. Et puis, assez de mensonges, bas les masques ! Est-ce pour préparer la paix sociale que la C.G.P.F. fait verser à ses adhérents l'énorme cotisation de 1 % des salaires ? pour les défendre contre les « salariés » ? Parlez-nous donc un peu du C.S.A.R., bons apôtres de la « paix sociale » ! Mais alors, pourquoi cette « campagne » se développe-t-elle depuis quelque temps ? C'est parce que le capitalisme craint un nouveau réveil des masses. Il connaît le mécontentement ouvrier devant la vie chère et l'augmentation du chômage, il redoute une explosion de colère. Pour la prévenir, tous les moyens sont bons : le gouvernement Chaumpey, Bonnet, Marchandeu, la police, les freineurs Jouhaux, Blum, Thorez, etc... le « bourrage de crâne » pour jeter le trouble dans l'esprit des prolétaires au nom de « l'intérêt général ». En fait, à l'abri du slogan de la « paix sociale », le patronat reprend confiance, Doriot réorganise ses troupes et tous se préparent pour une contre-attaque d'envergure. Evidemment, la bourgeoisie voile ses vraies intentions et la « paix sociale » est présentée comme la meilleure garantie contre la guerre. Voilà encore un mensonge ! Leur « paix sociale », mais ce sera un surarmement accéléré et la course aux armements ne conduit jamais à la paix. La marche à la guerre n'en sera pas arrêtée, au contraire ; le casse-pipe sera mieux achalandé au jour J et c'est tout ! Mais, voyons, nous dirons les patriotes blancs et rouges de Kérillis à Thorez, vous ne comprenez donc pas qu'aux premiers mouvements sociaux graves, Hitler et Mussolini nous sauteront dessus ? D'abord, ce n'est pas sûr ! En Juin 1936, Hitler et Mussolini étaient bien embêtés par les occupations d'usines en France, cela commençait à bouger dans la classe ouvrière d'Italie et d'Allemagne ; on assista aux premières grè-

ves. C'est avec un « ouf » ! de satisfaction que les dictateurs entendirent la parole historique de Thorez : « Il faut savoir terminer une grève » ! Les capitalistes n'aiment pas du tout envoyer de grandes masses de paysans et d'ouvriers armés dans un pays en révolution ; ils se rappellent qu'en 1918-1919, toutes les armées alliées fondirent comme neige au soleil devant la révolution russe de Vladivostock à Arkangel en passant par Odessa ! Et puis, si Hitler et Mussolini interviennent pour écraser la Révolution en France, eh bien ! la Révolution se défendra ! Les prolétaires ayant abattu le capitalisme créeront leur armée rouge débarrassée des officiers fascistes, où les comités de soldats seront les maîtres, contrôleront TOUS LES CHEFS.

Les Victimes :



De la défaite de notre capitalisme  
à la victoire de la révolution

Chaque jour, des dizaines de milliers de tracts seront distribués à l'arrière des lignes « ennemies » et sur le front, invitant les mobilisés d'en face à faire comme nous, à jeter bas leur capitalisme fasciste ; la fraternisation sera organisée pour la réalisation des Etats-Unis soviétiques d'Europe ! Dangereux, très dangereux, votre programme, penseront beaucoup de prolétaires déjà mordus par le virus d'union sacrée. Mais, dites donc, camarades, est-ce que recommencer le coup de 1914 ce n'est pas plus dangereux ? Partir se battre « contre le fascisme » et pour défendre ce qui reste en U.R.S.S. des conquêtes d'Octobre 1917, sous la discipline de l'état de siège, aux ordres d'officiers fascistes ou dits républicains, mais plus près d'Hitler que de Lénine, sous l'œil et le revolver d'ordonnance vigilants des gardes mobiles et des tribunaux militaires, en laissant les banques aux banquiers, l'usine au patron, la terre aux hobereaux, est-ce que ce n'est pas encore plus dangereux ? SI, et, de plus, c'est faire un marché de dupes : les prolétaires n'ont pas de patrie, ils n'ont pas à défendre les intérêts des capitalistes en Afrique, en Asie ou ailleurs, et cela SOUS AUCUN PRETEXTE. Si tu veux la paix, camarade, retrousses tes manches, la paix, tu la gagneras, comme ton

pain, péniblement ; ce n'est pas le capitalisme qui te l'offrira si tu es bien sage », c'est toi qui doit l'arracher de force en jetant bas CE REGIME POURRI, SEULE CAUSE DE LA GUERRE.

C'est en combattant tous les jours contre le patronat par la lutte de classes, pour la Révolution, que tu travailleras le mieux pour la paix, tout le reste n'est qu'illusion, mensonge et trahison.

## CONVOCAATION

AUX GROUPES DU P.C.I.

Faites connaître aux responsables de l'administration combien de numéros du « Jeune Bolchevik » ils doivent vous faire parvenir à nouveau.

COMITE D'INITIATIVE

POUR UN CONGRES DES ENTREPRISES

Samedi 5 février, le Comité a organisé une réunion où un camarade rapporta sur le « statut du travail » soumis au Parlement. Le rapporteur démontra dans le détail que les projets préparaient un asservissement des travailleurs et que les organisations syndicales se faisaient complices de ces mesures.

Le Comité a décidé de participer à la campagne de réunions d'entreprises que faisait le P.C.I. et d'agir de diverses manières pour alerter la classe ouvrière.

RAYON DU XIX<sup>e</sup>

Vendredi 11 février, à 21 heures,

CONFERENCE

sur

Nos tâches face à la Guerre,  
Les problèmes de l'illégalité.

Sympathisants invités :

70, rue de Flandre.

Contre les projets de

« Statut du Travail »

REUNION

POUR LES USINES D'ARGENTEUIL

Jeudi, 10 février, à 17 h. 30

Café-Tabac, rue de Saint-Germain.

Réunion des chômeurs d'Argenteuil

organisée par un groupe de chômeurs

du P. C. I.

Vendredi 11 Février, à 15 h. 30

Salle Rodelet, Boulevard Héloïse.

COMITE CENTRAL DU P.C.I.

Samedi, à 14 h. 30 précises

lieu habituel (Sports)

Présence indispensable.

Vitry. — Permanence : Tous les dimanches, au 34, rue de la Barre.

GRENOBLE

PERMANENCE : Les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis de chaque mois, de 20 heures à 22 heures : Hôtel des Artistes, 4, rue Bressieux.

MARSEILLE

La Permanence du P.C.I. à Marseille aura désormais lieu :

Tous les lundis, à partir de 18 h. 30,

au « BAR BYRRH »,

56, rue d'Aubagne.

LYON

Permanence : tous les samedis, de 17 h. 30 à heures, café « A ma Vigne », 7, rue Sainte-Catherine, LYON (1<sup>er</sup>).

Compte Chèque postal :

BRAUSCH 1773-04 Paris

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».

Le Gérant : M. COMBEAU.

« LA VERITE », organe théorique du P.C.I.

En vente dans tous les kiosques.

PERMANENCE : (18 à 20 h.)

36, RUE DU CHATEAU-D'EAU (fond de la cour)

**“ Toute lutte pour la paix sans action révolutionnaire  
est une phrase creuse et mensongère - Lénine - ”**